

# Les impôts baisseront en 2020, mais pas le déficit

GUILLAUME GUICHARD

 @guillaume\_gui

Le projet de budget de l'État est toujours une équation compliquée que le gouvernement finit toujours par résoudre... à l'aide d'un déficit. Le gouvernement doit présenter vendredi son budget pour 2020 et il ne déroge pas à la règle. L'exercice est toutefois particulièrement ardu car la majorité doit répondre à quatre exigences. Satisfaire aux aspirations des « gilets jaunes » en matière de pouvoir d'achat. Ne pas couper dans les dépenses auxquelles les Français sont sensibles. Montrer patte verte, et ne pas aggraver le déficit.

**« Nous avons les moyens de faire face et de protéger les Français contre une augmentation trop forte de l'essence et du fioul domestique »**

BRUNO LE MAIRE,  
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

L'année dernière à la même époque, observateurs comme responsables politiques tombaient d'accord sur un point : le projet de budget pour 2019 ne comportait aucun sujet sensible, contrairement à l'édition 2018, qui devait supprimer l'ISF (et le remplacer par l'impôt sur la fortune immobilière). Las, la flambée des cours du baril a déclenché le soulèvement des « gilets jaunes », que l'exécutif a tenté d'endiguer avec diverses mesures sociales et la suppression de la hausse de la taxe carbone. Pas moins de 17 milliards d'euros de gestes en faveur du pouvoir d'achat ont été annoncés. Dont certains compliquent l'équation pour 2020.

Début septembre, l'exécutif a craint revivre le même scénario. Une brusque flambée des prix du pétrole

est survenue le 16 septembre, après l'attaque de sites de production pétroliers saoudiens. « Nous avons les moyens de faire face et de protéger les Français contre une augmentation trop forte de l'essence et du fioul domestique », a tenté de réagir le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, jeudi dernier. Entre-temps, les cours se sont assagis. Tant mieux pour l'exécutif, qui tient à ce que les Français ressentent les effets de son « budget 2020 de pouvoir d'achat et de baisse des impôts », selon la formule de Gérard Darmanin.

Le texte révélé en fin de semaine est présenté comme un budget vert, avec la suppression progressive des niches fiscales du gazole non routier (GNR), qui abaisse les taxes sur le carburant du BTP et de certains transporteurs spécialisés. Avantage de cette mesure verte : elle produit également des économies (215 millions l'an prochain, puis 900 millions à terme). Le total des coupes budgétaires sera toutefois moins élevé que prévu. Les entreprises verront leurs niches fiscales fondre de 615 millions d'euros, au lieu de plus d'un milliard initialement prévu. D'autre part, seuls 2 500 postes de fonctionnaires seront supprimés en 2020, traduisant ainsi l'abandon de la cible de 120 000 suppressions sur le quinquennat.

Moins d'impôts, plus de services publics : l'exigence contradictoire des « gilets jaunes » ne pourrait pas, en temps normal, être satisfaite sans lâcher les vannes du déficit. Heureusement, les taux d'intérêt restent à des niveaux historiquement bas, réduisant d'autant le coût de l'emprunt pour l'État. Bercy s'attend donc à 5 milliards d'euros « d'économies » en 2020. Le déficit sera par conséquent tout juste stabilisé l'année prochaine, à 2,2 % (en 2019, il devrait s'afficher à 3,1 %, mais 0,9 point s'explique par une mesure unique et exceptionnelle, la transformation du crédit d'impôt compétitivité emploi en baisse pérenne des charges sociales patronales). ■

